

Ya qu'à... ! Sale chômeur profiteur !

La discrimination à l'égard des chômeurs, les fausses et les vraies solutions.

Du bon usage de l'eau

Traité européen de stabilité

Lettre ouverte des objecteurs de croissance aux parlementaires belges

Grève générale européenne du 14 novembre

Chers amis,

Vous avez entre les mains – ou sur votre écran – le bulletin de liaison du Mouvement politique des objecteurs de croissance. Ce bulletin se veut ouvert à tous les objecteurs de croissance, membre ou pas du mpOC. Il se veut le creuset des idées qui nous permettent de penser et d'affiner les théories de l'objection de croissance, mais aussi le carrefour des actions concrètes qui sont menées pour la diffusion de nos idées. Nous vous invitons à le diffuser largement autour de vous et à y participer. Je profite de ce préambule pour appeler les associations qui nous sont proches pour qu'elles nous envoient leurs actions et propositions d'actions autour de l'objection de croissance, que nous publierons dans le but de créer des liens entre tout ce qui existe.

Marie-Eve Lapy-Tries

Edito

Nous sommes chez nous, c'est à nous de les mettre dehors !

Mittal Liège, Ford Genk, Duferco, ING, Belfius et autres... Les licenciements secs se multiplient alors même que ces entreprises sont en bénéfices. La plupart de ces sociétés ont en outre reçu moult cadeaux fiscaux et autres « incitants à l'emploi », qui n'auront servi qu'à engraisser un peu plus les actionnaires en laissant sur le carreau nombre de travailleurs désabusés : certains ont donné plus de 20 ans de leur vie à ces entreprises sans scrupules.

Faut-il pour autant, comme le demandent les syndicats, manifester « pour l'emploi » ? Réclamer plus de croissance et plus d'emploi,

c'est en l'espèce réclamer des exploiters : il faudra faire de nouveaux cadeaux fiscaux, être encore plus « compétitifs », à savoir travailler comme des fous et être encore moins bien payés, il faudra tout faire pour attirer ces employeurs, et rendre la situation des travailleurs encore plus précaire. En l'état, le marché de l'emploi tue l'emploi. Mais alors, que faire ? Voici quelques propositions parmi d'autres :

- Définir démocratiquement quels sont les besoins qu'il faut remplir et pour lesquels il nous faudrait une industrie. Encourager les initiatives en ce domaine.
- Cesser immédiatement toute aide à l'emploi et tout cadeau fiscal envers les entreprises multinationales : tôt ou tard, ces entreprises se joueront des travailleurs et s'en iront avec la caisse. Mieux vaut utiliser cet argent autrement : revenu inconditionnel d'existence pour chacun, aide à l'économie sociale en soutenant, par exemple, les reprises d'entreprises en coopératives.
- Confiscation immédiate des moyens de production d'une entreprise qui décide de fermer un site. C'est une question de principe et ce même si l'Etat ne se sert pas de l'outil de production. Hors de question de le laisser aux mains d'une entreprise sans foi ni lois. Il faut nous doter d'un arsenal législatif pour ce faire.
- Cesser la « chasse aux chômeurs » qui est contreproductive lorsqu'il n'y a pas assez d'emploi pour tout le monde. Demander la diminution du temps de travail, ainsi que le revenu inconditionnel d'existence. *Ad minima*, on demandera que les allocations de chômages soient suffisantes pour assurer un salaire décent aux travailleurs. Diminuer les allocations de chômage, c'est diminuer les bas salaires.
- Cesser de craindre la « fuite des capitaux » : ils ne s'investissent de toute façon pas et nous coûtent au contraire. Au

contraire, il faut voir quelles sont les richesses réelles que nous possédons et tenter avec ces richesses de donner à chacun une vie simple mais décente.

Bref, nous sommes chez nous, et ces multinationales n'obéissent pas à nos lois et nous méprisent. Ce n'est pas à elles de nous mettre dehors, mais à nous de les empêcher de nuire.

Marie-Eve Lapy-Tries, porte-parole

Du bon usage de l'eau

Il devient de plus en plus évident que la consommation d'eau, déjà excessive, ne doit pas continuer à augmenter. Le manque d'eau potable subi par 1,2 milliard d'individus ne provient en effet pas d'un manque physique d'eau mais traduit plutôt le manque de moyens financiers et techniques pour collecter, purifier et distribuer une eau presque toujours présente. Les 5.000 humains (surtout des enfants) qui meurent chaque jour d'avoir bu de l'eau non potable sont les victimes de la pauvreté et de l'absence d'assainissement, pas d'un manque d'eau. D'ailleurs, c'est au Congo où l'eau est abondante que les problèmes sont les plus graves. Et l'un des endroits sur Terre où le rapport entre eau qui tombe du ciel et besoins humains est le plus critique est le centre Europe, Belgique en tête, parce que la densité de population y est très élevée. Et pourtant, grâce à la richesse de la société, l'eau collectée y est abondante pour chacun, même si son prix augmente.

Il faut savoir que nous consommons directement à peine 10% de l'eau que nous utilisons, pour l'hygiène, la cuisine et la boisson. Le reste de l'eau que nous utilisons est l'eau virtuelle : celle qui a été nécessaire à la fabrication industrielle des objets que nous employons (20% environ) et surtout la culture des aliments dont nous nous nourrissons (70%).

Une consommation excessive d'eau est donc due à l'achat d'objets et d'aliments en trop grande quantité ou mal choisis. Ainsi, l'aliment qui concentre le plus d'eau virtuelle est la viande et malgré les conseils en

matière de santé et d'environnement, la consommation de viande ne fait que croître. Dans le Tiers-Monde, où l'on manque parfois d'eau pour couvrir les besoins de base, des surfaces agricoles irriguées utilisent de l'eau qui a été captée et parfois purifiée. C'est une aberration que défend le système productiviste dominant. Plutôt que de soutenir les nécessaires changements de comportement, il prône des solutions technologiques très chères que ne peuvent utiliser que des sociétés multinationales ou des paysans déjà riches.

La logique des défenseurs de l'objection de croissance est évidemment toute autre. Sous le contrôle des pouvoirs publics qui ne considèrent pas la production d'eau comme un moyen de s'enrichir, la production d'eau doit être centrée sur les besoins de base des populations locales et pas vers des produits d'exportation qui concentrent sous forme d'eau virtuelle cette eau propre si indispensable pour les plus déshéritées des communautés du Sud de la planète.

Alain Adriaens, porte-parole

Dossier du mois : Ya qu'à... ! Sale chômeur profiteur !

YAKAPA ETRE AU CHOMAGE

J'ai tout un groupe de YAKA autour de moi. Vous en avez certainement aussi : ces gens qui veulent régenter votre vie et vous donnent d'excellents conseils de comment faire, parce qu'eux savent. Quand vous tombez au chômage, c'est tout votre entourage qui devient un Yaka. Chacun y va de son petit conseil. Ces gens qui veulent vous (ou plutôt se) persuader que, c'est pas possible, si on ne trouve pas, c'est qu'on ne fais pas tout ce qu'il faut, parce que sinon ça ferait longtemps qu'on aurait trouvé.

J'ai identifié deux sortes de Yaka. Les yaka bienveillants, ceux qui sont persuadés qu'ils le font pour votre bien, et puis, les yaka jaloux,

malveillants, haineux. Ceux qui veulent vous persuader que vous êtes un mauvais chômeur. Et qu'à eux, cette situation n'arriverait pas, parce qu'ils feraient tout ce qu'il faut, eux, et retrouveraient donc dans les 15 jours, eux.

Dans les deux cas, c'est humiliant. Un peu comme si le fait d'être chômeur vous enlevait toute capacité de réflexion, vous rendait bête et incapable de savoir quoi faire par vous-même. Et que donc, il faut bien vous conseiller. Parce que le chômage fait peur à ceux qui ne le vivent pas. Admettre qu'avec une offre d'emploi pour 50 chômeurs en moyenne, non, yapaka, c'est aussi admettre que ça peut nous arriver à tous, et c'est anxiogène. On préfère culpabiliser les chômeurs individuellement, et les (se) persuader qu'ils ne font pas tout ce qu'il faut, plutôt que d'admettre que ce système ne se relèvera pas, et qu'il n'y a plus d'emplois pour tous.

Alors, non, yapaka.

YAKA créer votre job, en sachant que vous devez avoir un capital de départ et que vous avez une lourdeur administrative, parce qu'être entrepreneur, tout le monde n'en a pas les moyens, la possibilité ou l'envie. Que certains métiers ne s'y prêtent pas du tout. Et que si tout le monde devenait entrepreneur, les faillites seraient dix fois ce qu'elles sont aujourd'hui, en nombre.

YAKA faire une formation, en néerlandais si possible. Parce qu'on est pas tous égaux dans l'apprentissage des langues. Que pour certains, ça demande un effort considérable pour un résultat minime. Que ça n'est pas utile pour tous les métiers, d'ailleurs.

YAKA tout faire pour garder son job, parce qu'à l'heure actuelle, quand on a la chance d'avoir un boulot, on fait tout ce qu'il faut pour le garder. Sauf qu'à l'heure actuelle, ça ne se passe pas toujours comme prévu, et que celui qui est certain que cela ne lui arrivera jamais jette la première sanction aux chômeurs.

YAKA postuler dans un métier en pénurie: prof, infirmière ou chauffagiste, on en demande. Sauf que si les métiers sont en pénurie, c'est qu'il y a une bonne raison. Certains métiers sont protégés par des diplômes, d'autres, comme celui d'infirmière sont en outre également fortement corrélés à une véritable vocation : ce n'est pas donné à tout le monde.

Que pour d'autres métiers en pénurie, comme celui de chauffagiste, la pénurie est liée à l'expérience. Il ne manque pas de chauffagistes, il manque de chauffagistes très expérimentés.

YAKA aller faire des ménages en titres services. Quoi t'as fait l'unif? Tu te prends pour un snob et t'as peur d'aller bosser, ou quoi? Sauf qu'ici encore, c'est un métier que tout le monde ne peut pas faire. Il nécessite d'être en très bonne condition physique. Il faut un véhicule également. De plus, on ne vous engagera pas si vous êtes surqualifié-e. Et si les universitaires postulent sur des postes ne nécessitant pas de diplôme, sur quoi postuleront les personnes n'ayant pas de diplôme? Sur rien, et on le leur reprochera en les traitant de chômeurs fainéants.

YAKA se prendre en mains (celui-là il est souvent resservi ...). Parce que, non, être au chômage ne consiste pas à se laisser aller. Etre au chômage, ça veut juste dire ne pas, ou plus avoir d'emploi rémunéré. Comme un million de personnes environ aujourd'hui en Belgique.

YAKA passer son permis et acheter une voiture (mais bon sang c'est bien sûr: pourquoi n'y ai-je pas pensé? tu finances? je cherche un mécène).

YAKA s'inscrire dans les boîtes d'intérim. Celles-ci ne vous rappelleront probablement que si vous avez un métier en pénurie et que vous êtes prêts à travailler dans des conditions souvent épouvantables, sans stabilité aucune. Si vous êtes assistant social ou psychologue, vous pourrez attendre longtemps.

YAKA se lever tôt et aller faire le tour des boîtes dans ta région avec ton cv. Ça ne se commente même pas... Celui qui a dit ça n'a certainement jamais eu à mener une recherche d'emploi de sa vie.

YAKA suivre un module de recherche active d'emploi. De toute façon, on ne vous laissera pas le choix : vous êtes convoqués tous les trois mois par le forem, et si votre technique de recherche souffre le moindre déficit, on vous y enverra de force, suivre ce module.

Yaka aller voir sur le site du Forem ! Ah bon???? 250.000 chômeurs en Région Wallone. Environ le double de personnes sans emploi. 5000 offres par mois diffusées par le Forem.

YAKA suivre un module de coaching relooking. Donc en gros, maintenant, pour avoir un emploi, il faut être beau. Et si t'es laid, c'est de ta faute !

YAKA "activer ses réseaux" et "faire des candidatures spontanées"

YAKA faire comme moi !

Yaka partir travailler en Chine ou en Inde ... et c'est sûr que ton compagnon/ta compagne et tes enfants seront heureux de se priver de toute vie sociale pour t'accompagner !

Alors, par pitié, la prochaine fois que vous croiserez un chômeur, épargnez-lui vos conseils, même si vous le faites de bon cœur. Parce que c'est son boulot qu'il a perdu, pas son cerveau ni sa capacité de jugement. Parce que des conseils, il en reçoit déjà assez de tout le monde, y compris de personnes qui sont payées pour le faire et s'assurer que toutes les pistes soient prises en compte. Parce que, chercher du boulot, il y a fort à parier qu'il sache le faire, peut-être même mieux que vous. Et qu'il ait aussi eu le temps de réfléchir à toutes les pistes. Et qu'au final, s'il n'a pas d'emploi, laissez-lui au moins son libre arbitre.

Parce qu'en voulant le conseiller de la sorte, non seulement vous l'humiliez en l'estimant incapable de prendre en charge seul, de savoir lui-même ce qu'il doit faire. Mais qu'en plus vous sous-entendez que s'il ne trouve pas, c'est de sa faute, et qu'il ne fait pas tout ce qu'il faut.

Alors, la prochaine fois que vous croiserez un chômeur, demandez-lui ce dont il a besoin, si vous voulez l'aider. Il vous dira si vous pouvez lui rendre service. Ecoutez-le aussi, de façon ouverte et non jugeante. Parce que ça, on le trouve tellement peu souvent qu'on en a tous besoin.

Si un problème tellement complexe, tellement structurel comme l'est le chômage de masse que nous vivons à l'heure actuelle pouvait être résolu avec des YAKA simplistes, je crois que quelqu'un d'autre y aurait déjà pensé.

Et comment on fait pour vivre ?

Il paraît que la baisse des allocations est une très bonne chose: ça obligera les fainéants à boire moins de cara pils, à fumer moins et à arrêter de passer leur journée sur la play station. Je ne fume pas, et je n'ai pas de play station. Je vis seule et j'ai acheté, pensant me prémunir pour l'avenir, une petite maison sans prétention mais avec plein de travaux à faire, il y a 4 ans. Les autres pièces étant en travaux, je dors dans la pièce principale (salon living) qui est aussi la seule pièce chauffée. Je ne peux même pas envisager de vendre cette maison, car je perdrais énormément d'argent, et ce n'est pas dit que je paierais beaucoup moins de loyer en louant un appartement. (512 euros, ce n'est pas encore énorme). Etant végétarienne, je ne consomme ni viande ni poisson. Je fais aussi 90% de mes courses sur les marchés, ce qui réduit considérablement le budget nourriture. J'essaye de faire un maximum de choses moi-même, pour que ça coûte moins cher, pain et produits ménagers compris. Ma maison est chauffée à 18 degrés le jour, 15 la nuit, jamais plus. Je récupère l'eau de la douche et de la vaisselle pour les chasses d'eau. Je n'ai pas la télé. Je couds et je tricote, ce qui me permet également de réaliser les menus objets dont j'ai besoin (écharpe, bonnet, chapeau etc). Bref, on ne peut pas dire que j'aie un train de vie démesuré, loin s'en faut. Je suis au

chômage depuis mars 2011, date à laquelle j'ai commencé une formation d'un an (à Namur, et je vis à Mons: lever 5h30, retour 19h30), afin de multiplier mes chances sur le marché du travail. Je n'ai ni dette ni crédit, hormis le crédit hypothécaire pour ma maison. Je n'ai pas de véhicule. Je me déplace soit à pied, soit en transports en commun. D'après ce que j'ai pu calculer, je tomberai au taux chômage minimum en mars 2013... Enfin, je crois, car aucune information n'est à ce jour disponible, l'onem n'informant même pas les syndicats sur les modalités pratiques. Voici mon budget mensuel: prêt hypothécaire: 512 euros, - assurance incendie maison: 38 euros, - mutuelle: 20 euros, - syndicat: 12 euros, - chauffage et électricité: 150 euros, - eau: 15 euros, - internet: 32 euros, - téléphone fixe: 16 euros (forfait me servant presque' exclusivement pour ma recherche d'emploi), - gsm: 15 euros (forfait 5 euros, systématiquement dépassé, presque'exclusivement pour la recherche d'emploi également), total: 810 euros. Mon budget alimentaire s'élève à 25 euros par semaine, ce qui fait 100 euros. Total: 910 euros. Voilà, on arrive au bout du budget auquel j'aurai droit en mars (916 euros). Vous remarquerez qu'aucun autre frais que logement et nourriture n'a pu être pris en compte: pas de coiffeur, vêtements, soins de santé, etc. A ajouter que je dois impérativement pourtant économiser chaque mois environ 100 euros qui me permettent de payer la taxe cadastrale de ma maison (800 euros annuels) ainsi que l'assurance vie obligatoire (150 euros annuels environ). Je paie 60 euros de taxe poubelle par an, et 40 euros de taxe égout. Alors, oui, Je pense que si je n'ai pas trouvé de boulot d'ici là, je devrai couper mes abonnements de téléphonie et d'internet. Or, ceux-ci me servent pour ma recherche d'emploi et pour être joignable par les employeurs. Si vous êtes plus malin que moi et que vous réussissez à gérer ce budget autrement, merci de me le faire savoir.

Alphonsine Chasteboeuf

Mais alors, que faire ?

Créer des donneries, des prêteuries, des serviceries.

Lorsque l'argent manque, seule une réelle solidarité peut aider un chômeur à s'en sortir. La création de donneries, de prêteuries, de serviceries, la participation à des systèmes d'échanges locaux permet à chacun de

bénéficier de biens et de services dont certains, sans cela, devraient se passer. Cette réelle solidarité est en outre bénéfique à l'environnement, puisqu'on ne jette pas, et on partage des objets via la prêteurie. A Ottignies-Louvain-la-Neuve, ces systèmes tournent à plein régime: la donnerie compte plus de 1000 membres.

Les réseaux d'échanges de savoirs

Yaka se former, disions-nous. Mais se former, cela coûte. Les réseaux d'échanges de savoirs permettent de se former à peu de frais, mais aussi de transmettre nos passions et nos intérêts. Lorsqu'on n'a pas d'emploi rémunéré, on retrouve au sein de ces réseaux (ainsi que des serviceries et des SELs), une utilité sociale plus valorisante encore que celle conférée par le travail.

Des emplois corrects, ça passe par tous !

Lorsque nous « faisons nos courses » dans la grande distribution en achetant maints produits transformés, on ne valorise pas un emploi stable, autonome et porteur de sens. Les GACs et les AMAPs permettent de soutenir les petits producteurs, mais il y a encore d'autres manières de soutenir l'emploi convenable: acheter ses livres chez un libraire indépendant, faire réparer ses chaussures chez le cordonnier du coin, ect.

Militer pour un revenu inconditionnel d'existence doublé d'un revenu maximal autorisé

La dégressivité des allocations de chômage apparaît comme une injustice sociale extraordinaire en regard de ce que gagnent certaines personnes, souvent en ne faisant absolument rien d'autre que de profiter du travail d'autrui en touchant une rente de capital. L'humain est fait pour le juste milieu: en-dessous d'un certain plancher, il est impossible de vivre dignement. Tout le monde a donc droit à ce revenu plancher. Au-dessus du plafond, par contre, on vit au détriment d'autrui et des générations futures. Il convient donc de mettre une limite infranchissable au-delà de laquelle les revenus sont purement et simplement confisqués.

Agir le 14 novembre

Parce que l'injustice est tellement criante qu'il convient de se révolter et que la révolte passe par la rue. Mais ne nous arrêtons pas là, et continuons d'agir après la manifestation !

Fabriquer, recycler, réutiliser : redevenir autonome

Faire soi-même, détourner des objets et les réutiliser permet une autonomie face au manque de revenus. Tout le monde devrait essayer de devenir plus autonome en prévision de l'adversité : plus que de l'argent en banque, c'est la redécouverte de savoir-faire oubliés qui permet de s'en sortir. Par exemple, pourquoi ne pas s'y mettre dès maintenant pour offrir à vos proches des cadeaux de Noël faits maison ? Les idées ne manquent pas : bijoux, accessoires, jouets, cadeaux de bouche, alcools de fruits... peuvent être faits main, et chaque personne recevra un cadeau personnel pour lequel vous aurez mis du temps et de l'affection !

Ne pas confondre emploi et travail

Parce qu'on peut avoir un emploi parfaitement inutile, nocif voire criminel pour la société, ou faire un travail très utile en n'étant pas rémunéré !

Militer pour le droit à l'objection de conscience

Yaka accepter n'importe quoi, disait-on. Et bien non. Il y a des choses qu'il faut pouvoir refuser de faire. On s'indignerait qu'on oblige une dame à se prostituer pour avoir un emploi. Sans aller aussi loin, nous ne pouvons pas non plus prostituer notre esprit. Un objecteur de croissance refuserait probablement un travail dans une compagnie pétrolière. Peut-on de même obliger un chômeur à aller fabriquer des armes ? Il est évident que dans une société qui respecte chacun de ses membres, un chômeur doit pouvoir objecter la conscience face à un travail qu'il estime nocif pour la société. Le priver d'allocations dans ce cas, c'est extrêmement grave.

Marie-Eve Lapy-Tries

Épinglé : objection de croissance, objection de conscience

Je suis au chômage. En mars, si je n'ai pas retrouvé d'emploi, mes allocations seront rabotées au minimum. Ça n'est pas grave, je n'ai pas peur. Parce que la misère, celle où on n'a pas de quoi se chauffer

ni même de manger, je connais : je l'ai déjà vécue. Des accidents de vie qui se succèdent, puis la maladie : je suis tombée au fond du gouffre. Un gouffre de plusieurs années.

Puis, j'ai retrouvé du boulot. Un CDI dans la fonction publique, au salaire pas mirobolant mais qui paraissait être des monts d'or par rapport à mes allocations de chômage minimales. C'était au Forem, en 2005. A l'entretien d'embauche, j'ai demandé à ne pas être en contact avec les demandeurs d'emploi. Parce que je ne cautionnais pas le « plan d'accompagnement des demandeurs d'emploi » encore récent, mais que j'avais subi en tant que chômeuse déjà, et, qu'ayant déjà fait de l'accompagnement, je savais que c'est dur pour le moral. Il faut avoir le cœur bien accroché, et quand on est sensible, et que votre compassion vous submerge d'émotions, on ne peut juste pas le faire, à moins de devenir aigri. Ils en ont tenu compte et me voilà devenue conseillère en recrutement. Le poste consistait à rédiger les offres d'emploi pour les employeurs désireux de recruter. J'ai aimé mon métier, au début. Les tâches étaient variées et on pouvait avoir le sentiment d'apprendre pendant quelques années. Le contact avec les employeurs n'était pas déplaisant non plus. Les premières années, le tout a été agrémenté de très nombreux modules de formation dont le contenu, malgré leur intitulé, est davantage destiné à vous forger à la culture d'entreprise Forem, très présente, qu'à vous donner des compétences métier. Celles-ci ne s'enseignent pas, elles s'apprennent sur le tas. Au début vous êtes coaché par un collègue, puis par votre supérieur. Si vous vous intéressez, que vous passez du temps à lire, à essayer de comprendre, de faire des liens pour pouvoir mieux cerner votre fonction, vous la maîtrisez de mieux en mieux. C'était mon cas : j'étais curieuse et consciencieuse, et j'ai réussi à devenir un élément efficace. C'est aussi ce qui, plus tard, ne m'a pas permis de pouvoir continuer à faire ce métier.

La rédaction des offres s'accompagne d'autres tâches connexes qui permettent de leur donner de la visibilité. Parmi celles-ci : le mailing ciblé. On interroge la base de données pour voir si des candidats correspondent au profil, et on leur envoie un courrier avec l'offre et un talon réponse.

Au début, cette tâche n'était pas obligatoire et était laissée à l'appréciation de l'agent. Puis, elle est

devenue de plus en plus présente. On nous a demandé de faire du chiffre dessus, avec des objectifs à atteindre, qui augmentent chaque année. Ces objectifs étaient collectifs, pour l'équipe, mais chacun recevait également un tableau avec les résultats de chacun, noms masqués. On savait donc où on se classait dans l'équipe. Et on faisait aussi des spéculations sur « qui est la tête du peloton » ou « qui est le dernier ». Emulation à l'américaine dans le service public. Diviser pour mieux régner. On avait en outre des entretiens individuels d'évaluation avec la hiérarchie, où on nous poussait à faire toujours plus de chiffre.

Pendant quelques années, je l'ai fait de bon cœur. Parce que, la propagande organisée par le Forem lui-même pour ses agents étant très efficace, on nous avait persuadés que ce que nous faisions était utile à la société, bon, juste. Que grâce à cela, on pourrait sauver la sécurité sociale en luttant contre les abus. Qu'on permettait aussi, en proposant des offres aux personnes, de les aider à retrouver un emploi plus facilement. Bref, je me sentais utile, et ce que je faisais ne me déplaisait pas trop.

De plus, au début, ces propositions d'offres étaient libres. C'était une simple information aux demandeurs d'emploi qui pouvaient être les plus concernés par l'offre. Puis on a vu la mise en place de flux informatiques, grâce auxquels les résultats des talons réponse étaient systématiquement envoyés à l'Onem. Au début, je n'ai pas compris, toujours persuadée d'aider à endiguer les abus.

Puis, petit à petit, j'ai vu. Des personnes qu'on savait en fraude parce qu'ils nous l'avaient dit ne pas se faire sanctionner. J'ai compris que ce plan d'accompagnement ratait sa cible. J'ai vu, sur l'ordinateur, les premières sanctions apparaître suite à mes envois ciblés. Des personnes n'ayant pas répondu, ou mal, à mon talon réponse. Certains d'entre eux avaient réellement postulé, mais omis de renvoyer le talon réponse. D'autres, de bonne foi, l'avaient mal rempli car ils connaissaient mal leurs droits et obligations. D'autres encore étaient hors délai, attendant la réponse de l'employeur pour renvoyer le talon. D'autres encore, au logement précaire, n'avaient pas reçu l'offre, envoyée en envoi simple. Les envois se faisant plus systématiques, les sanctions y-liées le sont devenues aussi. Mais je me

disais que c'étaient « de mauvais chômeurs qui ne cherchaient pas » qui se faisaient sanctionner. On m'aidait beaucoup à le penser, aussi. L'endoctrinement d'Etat est une machine puissante.

Puis, avec l'apparition de la gestion des métiers en pénurie, les envois ciblés sont devenus, en termes de charge de travail, la moitié de mon temps de travail. Les envois étaient systématiques, et on avait des règles et procédures à respecter pour leur mise en place. Systématiquement, aussi, je passais le plus clair de ma journée à répondre au téléphone le lendemain d'un envoi massif sur certains métiers, comme celui d'aide-ménagère. Un nombre considérable de personnes me téléphonaient pour me dire que je les avais convoqué, mais, qu'ayant perdu la convocation, elles n'en connaissaient pas le jour. Je ne convoquais pas les gens. Jamais. De plus, pour avoir mon numéro de téléphone, il fallait être en possession du document envoyé. Au début, je n'ai pas compris. Puis, oui. J'ai alors cessé de pouvoir dormir. Ces gens, une bonne partie d'entre eux ne savait pas lire. 25% d'illettrisme dans ma région, selon les statistiques de l'Asbl Lire et Ecrire. Certaines personnes me suppliaient pour que je supprime l'envoi dans l'ordinateur, parce qu'elles connaissaient l'employeur avec lequel elles devaient prendre contact, et ne voulaient pas aller travailler là. Je ne savais pas le faire : techniquement ça n'est pas possible. Ça a muri dans ma tête : si on m'envoyait postuler à un endroit que ma conscience réprouve, disons chez Shell ou chez Coca-Cola dans mon cas, quelle serait ma réaction ? N'a-t-on pas le droit de s'épanouir dans son travail, tous ? N'a-t-on pas le droit de choisir le métier qu'on veut faire, et de se sentir fier et heureux de le faire ? J'étais en train de faire à ces gens ce que je n'aurais pas voulu qu'on me fasse. Et j'étais payée pour ça. Je voyais sur l'écran la valse des sanctions. Parfois, quelqu'un me téléphonait, fâché, comme pour soulager sa colère. Pour me faire savoir que, à cause de mon courrier, ses enfants n'auront pas de quoi manger à leur faim ce mois-ci. Ça n'arrivait pas souvent, mais ça arrivait. Parce que les chômeurs ne font pas d'esclandre, en principe. Ils ont honte. La société les stigmatise pour qu'ils aient honte. Ils se cachent. Alors, j'ai compris qu'il n'y avait ni bon ni mauvais chômeur. Qu'il n'y avait que des victimes de ce système néo-libéral complètement inique. Qu'il n'y avait que des gens tombés au fond du gouffre, comme

moi, quelques années auparavant. Tombés tellement bas qu'ils n'ont plus ni la force ni l'espoir de pouvoir se relever un jour. Des gens englués comme des mouches dans leurs situations, dans leurs pièges à l'emploi, dans les égouts du système. Des gens qui n'ont rien demandé à personne et qui préféreraient souvent avoir une autre vie. J'ai aussi compris que ce système soi-disant méritocratique mis en place pour les chômeurs a quelque chose de totalitaire : ceux qui peuvent suivre survivront, les autres n'ont pas le droit d'avoir de quoi se loger, se chauffer, se nourrir et se soigner. Ils n'ont pas le droit de vivre. *Arbeit macht frei*. Que, que l'on cherche assidûment un emploi ou pas, cela ne dispense personne de devoir se loger, se nourrir, se chauffer, se soigner. Et que donc, penser qu'il faut sanctionner les « mauvais chômeurs », c'est penser qu'il faut les empêcher de pouvoir subvenir à leurs besoins vitaux, donc les laisser crever ou les condamner à devenir des délinquants. Et que les gens, monsieur et madame tout le monde, quand ils parlent des chômeurs, être un bon ou un mauvais chômeur ne dépend pas du comportement objectif de la personne, mais bien du lien qui nous lie à elle. Les personnes qu'on connaît bien et dont on connaît le train de vie, les difficultés quotidiennes, sont toujours de bons chômeurs. Le mauvais chômeur, c'est l'autre, celui dont on ne sait rien et sur lequel on fantasme toutes sortes de trucs. Le voisin d'en face, la cousine du voisin, le voisin de la cousine du cousin. Celui qu'on imagine paresseux, tricheur, voleur faute de pouvoir se dire que l'Etat ne nous protège pas, et que demain, ça sera peut-être nous.

Le soir, je rentrais, seule, chez moi, dans ma maison achetée à crédit, et je pleurais. Je buvais, aussi. Beaucoup trop parfois. Ça me permettait de dormir un peu pour pouvoir y retourner le lendemain. A ce stade, j'ai commencé à essayer de négocier avec cette réalité. Mon chiffre a commencé à baisser considérablement. Je faisais de plus petits envois, ne ciblant que la moitié des personnes, par exemple. Des fois, je lançais le mailing mais j'« oubliais » de l'envoyer à temps. Il fallait alors annuler tout l'envoi. Je faisais le plus souvent possible aussi, des mailings d'information, sans envoi à l'Onem, contournant ainsi des procédures pourtant rigides. La hiérarchie et les collègues s'en sont aperçus, et n'ont pas apprécié. Je faisais baisser le chiffre de l'équipe. Le harcèlement a commencé. J'ai commencé à sombrer, n'étant plus

soutenue par personne au sein de mon équipe. La médecine du travail l'a acté. La personne de référence pour le harcèlement au sein de mon administration n'a pas voulu m'aider. J'ai commencé à tomber de plus en plus souvent malade, et de plus en plus longtemps. Je n'avais même plus la force de chercher un emploi ailleurs. J'étais vidée de tout. Je n'étais plus moi-même. A mon retour, j'ai eu un avertissement. On pointait mon manque de professionnalisme, et mon agressivité. J'en ai profité pour dire à mon chef que dorénavant, je refusais de faire des mailings sur lesquels des gens sont sanctionnés. Que je travaillerais davantage s'il le faut, mais que je ne ferais plus ça. Il l'a accepté, mais m'a demandé de ne pas en parler à mes collègues. Elles s'en sont très vite rendu compte. Ça s'est envenimé. J'ai passé les trois derniers mois à ne pouvoir rien faire, et à pleurer toute la journée sur mon bureau. Au début, c'étaient des crises de larmes passagères. Puis, elles se sont amplifiées jusqu'à remplir toute ma journée. Puis ça a commencé dans le train, le matin, pour se prolonger le soir au retour, puis le soir et la nuit. Puis je n'ai plus pu. J'ai été suivie par une conseillère interne pour envisager un changement de poste. J'ai aussi cherché du travail ailleurs. J'ai même fort bien réussi un examen écrit. J'ai été conviée à l'oral, mais je n'ai pas pu m'y rendre. J'avais pourtant passé de nombreux jours à le préparer. J'ai craqué nerveusement. Je n'ai même pas eu la force d'appeler le recruteur pour prévenir. On m'a mise en arrêt maladie, longtemps cette fois. Le médecin conseil m'a interdit de reprendre le travail. Il avait pris contact avec le médecin du travail qui avait acté mon harcèlement, et aussi avec mon médecin traitant. Des démarches ont été entreprises pour que je sois licenciée pour raison médicale.

Aujourd'hui, je suis à nouveau au chômage, de l'autre côté de la barrière. Je sais à nouveau ce que ça fait d'être considérée comme une bonne à rien, une profiteuse, un rebut de la société. J'ai suivi une formation d'un an pour pouvoir changer de métier. Mais, à quarante ans, recommencer une vie professionnelle à zéro, sans expérience dans le domaine, ce n'est pas si facile qu'on pourrait le croire.

Et pourtant, je suis heureuse, car je suis fière de moi : j'ai obéi à ma conscience. Aujourd'hui, je dors bien la nuit. Je ne suis plus dépressive, malgré les probables

ennuis d'argent qui ne tarderont pas à arriver. Aujourd'hui, je me regarde sans honte dans le miroir. Aujourd'hui, je lis cette petite maxime, et elle me laisse un petit sourire au coin des lèvres : « Ne fais jamais rien que ta conscience réproouve, même si l'Etat te le demande ». (Albert Einstein).

Une chômeuse anonyme, Hainaut

Actions

Le mpOC soutient et appelle à soutenir les actions syndicales de ce mercredi 14 novembre

Contre l'austérité et la croissance, pour le partage et l'autonomie.

Comme d'autres mouvements, syndicats, partis et associations soucieux du bien commun, le Mouvement politique des objecteurs de croissance (mpOC) dénonce les politiques d'austérité actuelles. Elles sont socialement injustes puisqu'elles protègent l'intérêt particulier des puissances financières et marchandes au détriment de l'intérêt général. Nous n'oublions pas non plus que la dette privée a été et continue à être transférée sur la collectivité. La dette publique résulte aussi de l'accumulation des cadeaux fiscaux accordés aux plus riches. Le discours sur la dette publique est donc irrecevable. Il vise à poursuivre un programme néolibéral de casse des acquis sociaux et services publics amenant la destruction de ce qui fait que la société tient encore ensemble. Le mpOC soutient donc le CADTM pour un audit de la dette, celle-ci étant très largement illégitime. Le mpOC soutient également le recours du CADTM et d'Attac pour dénoncer les garanties astronomiques accordées à Dexia. Celles-ci d'autant plus inacceptables qu'elles peuvent être vues comme une récompense et un encouragement à l'irresponsabilité. Par ailleurs, le mpOC demande la démission des Ministres qui ont été à l'initiative de ces décisions iniques prises dans la précipitation sans aucun accord parlementaire. Elles pèsent démesurément sur les budgets de l'État. Personne ne

doit pouvoir disposer du droit à engager un État à hauteur de 15 % (aujourd'hui 12) de son PIB pour le sauvetage d'une banque.

Les politiques d'austérité sont économiquement absurdes car elles provoquent plus d'insolvabilité, de faillites, de chômage et plongent les économies dans plus de récession. (Nous rappelons que cette récession n'a rien à voir avec le projet porté par les objecteurs de croissances et qu'on appelle aussi « décroissance ».) Les autorités ne semblent tenir aucun compte des leçons de l'histoire. Dans les années 1930, les mêmes politiques déflationnistes - autre nom de l'austérité - avaient été menées par plusieurs gouvernements et avaient accentué la dépression : Hoover aux États-Unis, Laval en France, Brüning en Allemagne ce qui a porté en réaction Hitler au pouvoir. Il en est de même plus récemment avec les politiques d'ajustement structurel - autre nom de l'austérité - menées par le FMI et la Banque Mondiale dans les pays du Sud. On peut encore constater l'absurdité des politiques déflationnistes menées actuellement dans des pays plus proches de nous : Grèce, Portugal, Espagne...

Le mpOC dénonce aussi l'Europe néolibérale obsédée par la croissance qui subordonne toute considération sociale, fiscale, environnementale, démocratique aux intérêts particuliers de la finance et des marchands. Le travail et les biens communs n'y sont considérés et traités que comme de simples matières à profits. Nous demandons d'enfin construire l'Europe sociale, tant promise mais toujours oubliée.

Le mpOC invite les syndicats à porter des revendications plus fortes, à renouer avec leur histoire mais sans la répéter au regard des enjeux écologiques qui nous font face. Souvenons-nous des luttes ouvrières et syndicales qui ont sorti les enfants du travail, réduit considérablement le temps de travail, construit le droit du travail, le droit de grève, la sécurité sociale, les pensions, les congés payés... Souvenons-nous aussi de la déclaration de Philadelphie qui en 1944 oppose la dignité humaine à la barbarie de la gestion des hommes comme des choses en rappelant que « le travail n'est pas une marchandise », qui affirme que « une paix durable ne peut être établie que sur la base de la justice sociale » et que « la pauvreté, où qu'elle existe, constitue un danger pour la prospérité de tous », qui subordonne

des politiques économiques et financières à ces objectifs de justice sociale. Néanmoins, même si les enjeux sociaux de la déclaration de Philadelphie sont plus que jamais d'actualité, nous devons nous rendre compte également que le monde a bien changé depuis 1944 et nous devons abandonner résolument les objectifs productivistes, de croissance illimitée, de commerce mondial effréné, destructeurs de l'humanité et de l'environnement, au Nord comme au Sud.

Aujourd'hui, les gains de productivité sont tels qu'il faut de moins en moins de travail pour produire toujours plus. Les machines, automates et ordinateurs ont en effet remplacé les hommes qui, avec leurs salaires, sont pourtant les seuls à consommer la production. Alors qu'autrefois les mouvements ouvriers et syndicaux avaient lutté pour réduire le temps de travail, ce n'est plus le cas ou à la marge depuis les années 1980. Il ne s'agit plus tant de vouloir plus d'emploi de qualité que de partager le travail et donc de réduire fortement le temps de travail à proportion des gains de productivité. Il convient aussi de sortir de notre condition d'employé, à savoir d'individu soumis à un marché du travail et donc à un employeur qui détermine le salaire, le poste de travail et le type de production avec comme critères la rentabilité financière à court terme, la production en vue de la demande solvable, la fabrication de prétendus « besoins » à destination de ceux qui en ont encore les moyens. À cette détermination de la production par les marchands et pour le profit, nous opposons l'autonomie et donc la détermination et la maîtrise de la production par les citoyens et les travailleurs dans le respect des biens communs, des objectifs sociétaux et environnementaux déterminés démocratiquement. Il faut dès lors déconnecter travail et revenus pour se libérer du marché de l'emploi ; le mpOC porte le revenu inconditionnel d'existence à cette fin.

Nous pensons aussi que les mutations profondes de la production et du monde du travail réclament d'autres moyens d'action et de mobilisation. Le pouvoir d'une grève générale (du travail) est très amoindri puisque les machines, automates et ordinateurs, eux, ne font pas grève alors qu'ils ont remplacé les hommes. À la suite de Paul Ariès, nous appelons à une grève générale de la consommation, « conçue comme un

véritable mouvement social avec ses revendications collectives opposées aux gouvernement et patronat ».

Le mpOC appelle ses membres et sympathisants à se mettre en grève (de production comme de consommation) ce mercredi 14 novembre.

A Liège, plusieurs associations agissent, dont le groupe local du mpOC !

Cinq pays européens – Grèce, Espagne, Portugal, Chypre et Malte – ont appelé à une grève générale européenne le 14 novembre. C'est la première fois que cela se produit et les peuples des pays du « nord » de l'Europe doivent répondre à l'appel, contre les plans d'austérité imposés sur l'ensemble du continent.

En Belgique, au-delà du soutien apporté par les deux principaux syndicats du pays, la FGTB et la CSC, à la journée d'action et de mobilisation convoquée par la Confédération Européenne des Syndicats (CES), plusieurs régionales et centrales de la FGTB ont décidé d'aller plus loin en appelant également à la grève générale : la FGTB Liège-Huy-Waremme, la FGTB Centre, les Jeunes FGTB, la CGSP wallonne, les Métallos Wallonie-Bruxelles, la CGSP ACOD Cheminots, la CGSP ALR Bruxelles. La CNE quant à elle appelle à faire des assemblées générales dans les entreprises et à des actions dans toutes les grandes villes l'après-midi....

Liège - comme d'autres villes - sera donc mobilisée ce mercredi 14 novembre 2012.

– Parce que, au nom du remboursement d'une dette qui n'est pas la leur, les plans d'austérité en cours sont en train de plonger les populations d'Europe dans la précarité et l'exclusion sociale. Cette politique de rigueur est absurde économiquement et socialement suicidaire. Plus on l'applique, plus la situation s'aggrave. La Grèce, le Portugal, l'Espagne nous le confirment tous les jours. Acceptons-nous que la Belgique suive cette voie ?

– Parce que les populations en Europe ne sont pas opposées les unes aux autres : ceux qui exploitent les Grecs et les Espagnols sont les mêmes qui exploitent les Belges ou les Allemands. Il est donc fondamental d'être solidaires entre tou-te-s les travailleur-euse-s,

avec ou sans emploi, et citoyen-ne-s en lutte dans l'Europe ou ailleurs.

– Parce que des alternatives sérieuses et efficaces existent pour construire une Europe solidaire, socialement juste et réellement démocratique.

– Parce que, et contrairement aux articles sur les « prises d'otages » et la soi-disant inutilité des grèves dont les médias ne manqueront pas de nous inonder, nous savons qu'aucun des droits sociaux qui sont en train d'être attaqués de toute part (sécurité sociale, retraites, santé, chômage, services publics) n'a été donné généreusement mais conquis par la lutte en général, et la grève en particulier.

Nous, mouvements associatifs, partis politiques, citoyennes et citoyens indignés, affirmons notre solidarité et notre détermination dans le refus de l'austérité. Nous affirmons qu'une autre voie est possible. Il est temps d'établir un plan d'action pour développer la lutte contre l'austérité et d'élaborer une stratégie pour sortir de ce système qui impose à la majorité de payer pour une minorité de très riches.

Nous appelons toute la population de la région liégeoise à diffuser cette information et à se mobiliser en participant à la grève et en rejoignant le **rassemblement prévu à 10h30 sur la place Saint-Paul**. Le 14 novembre, arrêtons de travailler et de consommer. Dès aujourd'hui, diffusons, facebookons, interpellons nos voisins, nos collègues, fabriquons des pancartes, agissons ensemble... Montrons que nous sommes nombreux-ses, que nous avons des choses à dire et que nous ne nous laisserons pas manipuler !

Se résigner nuit gravement à notre santé et à celles de nos enfants.

Indignons-nous et agissons !

Premiers signataires :

Appel pour une école démocratique (Aped), ATTAC, Aquilone, Barricade Beau Mur Collectif de Résistances aux Centres pour Etrangers (CRACPE), Collectif Manifestement, Collectif Le Ressort, Comité de l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde (CADTM) Belgique, et Liège Ecolo, J Liège, Espace Marx, Liège Etudiants de Gauche Actifs (EGA), Fédération liégeoise du Parti communiste, Front Commun SDF, La

Cinquième Couche, édition Les amis du monde diplomatique de Liège (AMD), Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), Mouvement politique des objecteurs de croissance, groupe de Liège (mpOC-Liège), Nerfs d'Acier, New Vision, Parti Socialiste de Lutte (PSL), Peuple et Culture Wallonie/Bruxelles, Piments Rouges-collectif anticapitaliste, Riposte-CTE, Ré-solution, Université populaire de la province de Liège, Vega

Traité européen de stabilité : lettre ouverte des objecteurs de croissance aux parlementaires belges

Pourquoi nous demandons à nos parlementaires de ne pas voter le Traité de stabilité budgétaire, appelé aussi TSCG

Il y va d'abord de la démocratie : Il est paradoxal qu'un pays comme le nôtre tant attaché aux débats institutionnels, s'apprête à voter ce Traité en catimini et sans réels débats. Le citoyen n'a pas été informé du contenu de ce traité et de ses implications. On nous le présente tout au plus comme une garantie normale au « Mécanisme européen de stabilité » (MES) et comme la juste exigence de maintenir les dépenses publiques dans une fourchette – éventuellement déficitaire- tolérable. Il y irait donc d'une saine gestion publique pour assurer une solidarité intra-européenne. Pourtant lorsqu'on y regarde de plus près, on trouve bien autre chose. Cela relève non d'une règle de bonne gestion qui serait normale mais au contraire, cela porte en soi des orientations politiques discutables. Ce choix appartient donc au débat démocratique. Il n'est pas acceptable d'en priver les citoyens d'autant plus que ce choix aura des conséquences bien plus importantes pour nous que la scission de BHV dont on nous a pourtant entretenus de longues années.

Il y va ensuite du choix politique inhérent à ce Traité : Ce Traité n'est pas neutre. Lorsqu'on examine le mécanisme sur lequel il est bâti on peut se rendre compte aisément qu'il va encore amplifier la mainmise des marchés financiers sur l'économie européenne. Bref qu'il va renforcer les orientations politiques qui non seulement nous ont conduit à la crise économique mais qui encore l'entretiennent ! Il va imposer l'austérité pour l'austérité des finances publiques en confiant la surveillance de celle-ci à des

organismes sur lesquels le peuple n'a aucun pouvoir de contrôle. Il va faire peser la crise sur les citoyens et les démunir des moyens à même de leur permettre d'en sortir d'une autre manière que celle à laquelle l'Europe semble se vouer encore et encore malgré les faits. A cet égard, on peut déjà constater que si le MES devait secourir la Grèce, l'Irlande, l'Espagne, le Portugal et l'Italie, tous pays aujourd'hui sur la sellette, il serait vite dépassé. Jusqu'où nous mènera-t-on en absurdie ?

Il y va enfin de la nécessité d'élargir le regard que l'on porte sur les faits : Chacun semble s'accorder pour dire que la crise économique que nous vivons est une crise systémique. Mais beaucoup trop de monde ne regarde cette crise qu'à l'intérieur du système économique comme si ce dernier pouvait être isolé des autres systèmes dans lesquels nous sommes imbriqués. Nous pensons qu'il est temps d'élargir le regard sur les choses. Cet élargissement mène à un constat difficile mais incontournable : ce n'est pas qu'une crise économique momentanée que nous vivons mais bien une crise de civilisation. La nôtre, construite sur la recherche continue de la croissance, est intenable. Socialement et économiquement comme chacun peut s'en rendre compte en jetant un regard sur ce qui se passe déjà en Grèce, en Italie ou en Espagne par exemple. Mais aussi écologiquement comme en témoigne la crise climatique, la perte alarmante de la biodiversité ou encore la fin déjà annoncée de différentes ressources fossiles -dont le pétrole-, indispensables pourtant au modèle productivistes et dispendieux sur lequel est bâti notre économie. Ces constats, inéluctables pour tous ceux qui comme nous sont attachés à la démocratie, à la solidarité et au respect des systèmes écologiques dont nous dépendons tous, nous indiquent clairement qu'il ne sert à rien de vouloir maintenir à bout de bras un modèle qui nous mène à l'effondrement. Une seule voie s'impose : en sortir au plus vite ! Cette sortie nécessite d'une part de préserver la possibilité de réaliser des investissements nécessaires à une transition écologique accélérée et volontaire et d'autre part d'assurer un revenu décent à tous pendant cette transition tant elle réclamera de chamboulements socio-professionnels.

Voter ce Traité, c'est s'interdire cette possibilité.

Nous restons à votre disposition pour vous présenter plus en détail les propositions des Objecteurs de Croissance

Michèle Gilkinet et Marie-Eve Tries, pour le Mouvement politique des objecteurs de croissance

Noël autrement

La fête de Noël approche, eh oui !!! Fête de Noël rime aujourd'hui avec fête commerciale. Partout en Belgique (et aussi ailleurs), dès le premier jour du mois de décembre les poches sont visités, les cartes bancaires chauffent, certains vont jusqu'à s'endetter pour les décorations « tendance » et d'autres font la moitié de leur chiffre d'affaires pendant cette période, alors ils nous rappellent très tôt que c'est bientôt Noël et qu'il faut acheter des cadeaux, la déco, bref consommer. Tout cela pour répondre à un système d'économie linéaire qui ne profite qu'à une minorité qui surexploite le reste de la planète.

Voilà pourquoi des citoyens d'Ottignies Louvain-la-neuve proposent une journée (pendant l'habituel marché de Noël de décembre) sur fêter Noël autrement. C'est une journée de Donnerie, d'échanges sur les recettes de Noël (sur base des produits de saison), de fabrication d'emballages cadeaux réutilisables et idées déco (sapin écologique) et enfin de projections de petits films et d'animations diverses.

Marie-Astrid Dapsens (Pupuche)

Semer le futur

Le 29 septembre dernier, VaVeA co-organisait, avec 10 autres associations régionales, une journée de réflexion intitulée "Semer le futur".

La conférence

Initiateur de Colibris, Mouvement pour la Terre et l'Humanisme, reconnu expert international pour la lutte contre la désertification, Pierre Rabhi est venu nous parler de son parcours et particulièrement de sa vision de l'agroécologie : « pratique et éthique visant l'amélioration de la condition de l'être humain et de son environnement naturel » et qui est « liée à une dimension profonde du respect de la vie et replace l'être humain dans sa responsabilité à l'égard du vivant ».

Le public, venu en nombre, a réservé un accueil des plus chaleureux à Pierre Rabhi. La matinée s'est d'ailleurs clôturée en standing ovation. Les participants étaient manifestement ravis, même s'ils avaient dû se lever de bonne heure un samedi matin. Notre conférencier a quitté la salle ému et touché de cet accueil.



Pour écouter l'interview de Pierre Rabhi avant la conférence : <http://www.artgeo.tv/rencontre-avec-pierre-rabhi/>.

Qui est Pierre Rabhi ?



Initiateur de *Colibris*, *Mouvement pour la Terre et l'Humanisme*, reconnu expert international pour la lutte contre la désertification, Pierre Rabhi est l'un des pionniers de l'agriculture écologique en France. Depuis 1981, il transmet son savoir-faire en Afrique en cherchant à redonner leur autonomie alimentaire aux plus démunis et à sauvegarder leur patrimoine nourricier.

Auteur, philosophe et conférencier, il appelle à "l'insurrection des consciences" pour fédérer ce que l'humanité a de meilleur et cesser de faire de notre planète-paradis un enfer de souffrances et de destructions. Devant l'échec de la condition générale de l'humanité et les dommages considérables infligés à la Nature, il nous invite à sortir du mythe de la croissance infinie, à réaliser l'importance vitale de

notre terre nourricière et à inaugurer une nouvelle éthique de vie vers une "sobriété heureuse".

Son dernier ouvrage, *Vers la sobriété heureuse*, est édité chez Actes Sud.

« De ses propres mains, Pierre Rabhi a transmis la Vie au sable du désert... Cet homme très simplement saint, d'un esprit net et clair, dont la beauté poétique du langage révèle une ardente passion, a fécondé des terres poussiéreuses avec sa sueur, par un travail qui rétablit la chaîne de vie que nous interrompons continuellement ». *Yehudi Menuhin*

Le marché fermier

Ravi de ce témoignage riche en émotions, le public était ensuite invité à poursuivre le reste de la journée par une dégustation de plats préparés à partir de produits locaux et d'en rencontrer les producteurs. Le début de l'après-midi s'est déroulé dans un climat convivial et enthousiaste où enfin les « mangeurs » avaient la possibilité de faire connaissance avec ceux qui leur permettent de se nourrir sainement et localement au quotidien. Pour certains, ce fut une réelle découverte de produits de qualité à proximité.

Des producteurs de tous types étaient présents pour faire connaître leur activité : fromagers, boulangers, pâtisseries, maraîchers, éleveurs, etc. Tous étaient ravis de voir l'engouement du public pour leurs produits.

Les stands des associations

Cette journée fut également une belle opportunité pour le public de prendre connaissance des activités de multiples associations qui travaillent au quotidien dans le domaine de l'agroécologie, à la protection du travail des producteurs du Nord et/ou du Sud, à la mise en œuvre d'initiatives concrètes (groupements d'achats communs, vente de semences, projets de coopération au développement, etc.) et aussi à la conscientisation du public. En plus des onze associations organisatrices de la journée, six autres associations ont pu participer à l'événement.



Le ciné-débat

Dès 14heures, il était proposé un ciné-débat afin de prendre connaissance de diverses activités en



agroécologie au Nord ou au Sud, initiées soit par les citoyens soit par les producteurs. Contre toute attente, plus de 200 personnes ont délaissé le soleil rayonnant pour assister à la séance. Le reste du public profitant du marché et des stands ouverts jusqu'à 16 heures.

Les extraits de films, très bien accueillis, ont tous fait l'objet d'échanges riches avec l'auteur du reportage, s'il était présent, et entre les spectateurs qui avaient également la possibilité de partager leurs expériences.

(compte-rendu d'Anne-Sophie R., photos : Marie L.)

Cette belle et intéressante journée aura des suites : les mêmes associations (et pourquoi pas d'autres) ont décidé de ne pas en rester là. A suivre ...

Actualité

Pris entre le refinancement de Dexia et la fermeture de Ford Genk, nous oublions parfois que les pays du Sud de l'Europe, et notamment la Grèce, sont beaucoup plus touchés que nous par la crise. Cette crise se mue en crise de la démocratie, lorsque les peuples ne sont plus entendus et que les procédures parlementaires ne sont plus respectées.

C'est ce qui se passe actuellement en Grèce, avec le vote de ce que certains appellent le « Mordorandum 3 »¹, voté malgré 14 jours de grève générale, et dans le mépris le plus total de la procédure parlementaire normale et de la constitution grecque. Voici deux liens permettant de s'informer sur la crise grecque, en langue française :

- www.okeanews.fr
- <http://greekcrisisnow.blogspot.be/>

Agenda

En gras, les activités organisées par le mouvement. Nous ne pouvons mettre à l'agenda que les activités dont nous avons connaissance : contactez-nous ! presse@objecteursdecroissance.be

- **14 novembre** : grève générale soutenue par le mpOC
- 14 novembre 19h, maison du développement durable de Louvain-la-Neuve : demain on mange quoi ? (<http://www.maisondd.be/>)
- **18 novembre** : Assemblée générale du MpOC à Louvain-la-Neuve. Seuls les membres y sont invités, mais si vous souhaitez participer, il est encore temps d'adhérer au Mouvement en contactant rapidement le secrétariat général : info@objecteursdecroissance.be
- **19 novembre** : le GL d'Ottignies-LLN organise un débat sur l'éducation, à 20h30 chez Jean-Pierre, 8 rue du Rondia, 1348 LLN. (info.gl.lln@objecteursdecroissance.be)
- 20 novembre : soirée sur la simplicité volontaire, 20h auditoire Montesquieu01, à Louvain-la-Neuve, organisé par le kot Oasis.

¹ <http://www.okeanews.fr>

- 21 novembre, La Bergerie, Rue au Bois 365b/16 - B-1150 Bruxelles. - 1150 Bruxelles : introduction au pic énergétique et à la crise financière. Il s'agit de la première conférence d'un cycle, organisé par Deltae (info@deltae.be)
- 26 novembre : soirée skillsharing (partage de savoir-faire) organisée par le kot oasis. Plus de renseignements en écrivant à kot.oasis@gmail.com
- 1 et 2 décembre, Maison du Chant d'oiseau, Avenue des Franciscains 3a - 1150 Bruxelles, formation sur la création d'initiatives de transition, organisée par les Amis de la Terre. (http://www.amisdelaterre.be/spip.php?page=activite&id_article=1589)
- **9 décembre** : dimanche convivial du GL de Liège, promenade à Cox (infos : info.gl.liege@objecteursdecroissance.be)
- **13 décembre** : Conseil politique, ouvert à tous les membres qui le souhaitent (infos : info.conseilpolitique@objecteursdecroissance.be)
- 14 décembre, de 9h30 à 12h30, Namur. Démocratie : ils en parlent pour mieux l'abattre ? Un séminaire du CEPAG. (http://liege.mpoc.be/docu/affiches/CEPAG_invitation_seminaire_democratie_ils_en_parlent_pour_mieux_labattre_14.12.2012.pdf)

Le mois prochain

Un dossier

Le dossier du mois prochain vous parlera d'enseignement : l'enseignement actuel permet-il un changement de société par l'éducation ? Si oui, comment ? Sinon, pourquoi ? Quelles sont les marges de manœuvre de l'enseignant ? Quid des autres formes d'enseignement (Freinet, Steiner, école à la maison) ?

Et bien d'autres choses encore !

Vous retrouverez dans l'Escargot déchaîné du mois prochain des propositions d'actions, l'agenda du mouvement, et divers articles. **Ce journal se veut ouvert : envoyez-nous vos participations, articles, propositions d'actions et de dossiers !**

Rédaction et contacts

Ont participé à ce numéro

Coordination : Marie-Eve Lapy-Tries, porte-parole

Rédaction :

- Le GL d'Ottignies-LLN
- Le GL VaVea
- Le GL de Liège
- Jean-Christophe Godart (membre)
- Alphonsine Chasteboeuf (pseudonyme)
- Michèle Gilkinet (coordinatrice du Conseil politique)
- Alain Adriaens (porte-parole)
- Marie-Astrid Dapsens (membre)
- Des réacteurs souhaitant garder l'anonymat

Contacter le mouvement

- Secrétariat : info@objecteursdecroissance.be
- Porte-parole et rédaction de l'Escargot déchaîné : presse@objecteursdecroissance.be
- Conseil politique (organe de décision du mouvement en dehors des AG) : info.conseil.politique@objecteursdecroissance.be
- Pôle politique (équipe qui rédige les programmes politiques) : info.pole.politique@objecteursdecroissance.be
- GL de Bruxelles : info.gl.bruxelles@objecteursdecroissance.be
- GL de Namur : info.gl.namur@objecteursdecroissance.be
- GL de Mons : info.gl.mons@objecteursdecroissance.be
- GL d'Ottignies-LLN : info.gl.lln@objecteursdecroissance.be
- GL VaVea (Vallée de la Vesdre et affluents) : info.gl.vavea@objecteursdecroissance.be
- GL de Liège : info.gl.liege@objecteursdecroissance.be

Adhérer

Nous ne recevons aucun subside : nous vivons des cotisations de nos membres. Adhérer au mpOC est une manière de soutenir notre action et l'objection de croissance. Nous sommes ouverts à qui le souhaite : n'hésitez pas à venir nous rejoindre et partager vos projets d'actions et vos réflexions avec nous, au sein d'un groupe local, en assemblée générale ou au conseil politique !

Bulletin d'adhésion au Mouvement politique des objecteurs de croissance

**à faire parvenir au secrétariat général, Rue
d'Edimbourg 26, 1050 Bruxelles ou
info@objecteursdecroissance.be**

Je soussigné-e

Nom:.....

Prénom:.....

Adresse:.....

.....

Code postal:.....

Commune:.....

Informations optionnelles :

Adresse courriel:.....

Tél. fixe:.....

GSM:

☐ **Membre effectif** (je souscris au manifeste et aux statuts)

☐ **Membre sympathisant** (je souscris au manifeste)

Je m'engage à payer la cotisation annuelle sur le compte du Mouvement politique des objecteurs de croissance, 523-0803113-28. Le montant de la cotisation est de 30 € et de 12 € pour les personnes à faible revenu - en cas de difficulté de paiement, contactez le trésorier: argentier@objecteursdecroissance.be

DATE:.....

SIGNATURE :.....

• **Vie privée** : le Mouvement s'engage à n'utiliser les données personnelles fournies par ses adhérents que pour les besoins exclusifs de sa communication et de ses activités internes.

• **Adresse courriel** : le courriel est notre moyen de communication préféré pour vous contacter à ce jour de la mise en place de notre organisation (convocations aux assemblées générales, lettres d'information...). Si vous n'en avez pas, vous recevrez les convocations et de l'information par voie postale ; merci d'essayer cependant de nous fournir l'adresse courriel d'un-e de vos amis-es.